

<https://www.ouest-france.fr/societe/justice/canada-arrestation-d-une-haute-responsable-du-geant-chinois-des-telecoms-huawei-6111671>

bpifrance

La directrice financière du géant chinois des télécoms Huawei interpellée au Canada



La directrice financière de Huawei a été arrêtée au Canada. | GREG BAKER / AFP
Ouest-France avec AFP

Modifié le 06/12/2018 à 11h09

Publié le 06/12/2018 à 02h32

Meng Wanzhou, directrice financière de Huawei a été interpellée au Canada alors que les États-Unis demandent son extradition, soupçonnée d'avoir violé les sanctions américaines contre l'Iran.

La directrice financière du [géant chinois des télécoms Huawei](#), Meng Wanzhou, a été arrêtée au Canada et fait maintenant face à une demande d'extradition des États-Unis, a annoncé mercredi le ministère canadien de la Justice.

« Meng Wanzhou a été arrêtée le 1er décembre à Vancouver. Les États-Unis réclament son extradition et une audition pour sa remise en liberté

conditionnelle doit avoir lieu vendredi », a indiqué un porte-parole du ministère canadien de la Justice à l'AFP, confirmant des informations de presse selon lesquelles Washington soupçonnerait Meng Wanzhou de violation des [sanctions américaines contre l'Iran](#).

Violation des sanctions américaines sur l'Iran

En avril, le quotidien *Wall Street Journal* a rapporté que la justice américaine avait ouvert une enquête pour établir si Mme Meng avait enfreint les sanctions américaines contre l'Iran.

Les autorités américaines soupçonneraient Huawei d'avoir exporté depuis au moins 2016 des produits d'origine américaine vers l'Iran et d'autres pays visés par des sanctions américaines, en violation des lois des États-Unis.

Le gouvernement fédéral américain a demandé officiellement en début d'année à ses opérateurs télécoms de ne pas s'équiper chinois.

Plusieurs élus du Congrès voyaient notamment dans Huawei « **une menace pour la sécurité des États-Unis** », invoquant des rapports du groupe « **avec le Parti communiste chinois ainsi qu'avec les services de sécurité et de renseignement chinois** ».

Mme Meng est la fille de Ren Zhengfei, fondateur de Huawei en 1987, et ancien officier de l'Armée populaire de libération.

La Chine demande la libération de leur ressortissante

La Chine a protesté avec force contre l'arrestation au Canada mercredi de Meng Wanzhou, la directrice financière du géant chinois des télécoms Huawei, réclamant la libération de cette citoyenne chinoise « **n'ayant violé aucune loi** », selon un communiqué de l'ambassade chinoise au Canada.

Les Chinois ont annoncé avoir réclamé au Canada « **de corriger immédiatement cette faute et de restaurer la liberté** » de Mme Meng Wanzhou, qui fait face à une demande d'extradition aux États-Unis alors que, selon des informations de presse, Washington la soupçonne d'avoir violé les sanctions américaines contre l'Iran.

Huawei a pour sa déclaré n'avoir aucune connaissance de méfaits présumés de la part de sa directrice financière.

« La compagnie a reçu très peu d'informations en ce qui concerne les accusations et n'est pas au courant d'un quelconque méfait de la part de Mme Meng », a indiqué l'entreprise dans un communiqué.

Huawei malmené avec le déploiement de la 5G

La croissance explosive de l'équipementier en télécoms se heurte aussi désormais à l'écueil géopolitique, certains acteurs occidentaux ou asiatiques refusant de le laisser s'installer dans leurs réseaux 5G, qui ont un caractère stratégique.

Durant l'été, l'Australie a à son tour exclu Huawei du déploiement de la 5G, estimant que **« l'implication de fournisseurs susceptibles d'être soumis à des décisions extrajudiciaires d'un gouvernement étranger »** constituait un risque sécuritaire, suivie par la Nouvelle-Zélande en novembre, officiellement pour incompatibilité technologique.

Pression sur le Canada

Les États-Unis font aussi pression sur le Canada pour qu'il ne fasse pas affaire avec le géant chinois pour le déploiement de la nouvelle technologie mobile 5G, appelée à devenir une véritable colonne vertébrale de la transition numérique des économies, révélait récemment une enquête du Globe and Mail.

L'arrestation de Mme Meng survient alors qu'Ottawa et Pékin mènent depuis deux ans des discussions exploratoires en vue d'un traité de libre-échange qui ferait du Canada le premier pays occidental à être lié de la sorte à la Chine.